

Note d'Analyse

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
70 Rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles
Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33
Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

Réf. GRIP DATA : G1013
Date d'insertion : 18/03/2002

Les "bonnes affaires" des guerres présentes et à venir

par, **Luc Mampaey**, attaché de recherche au GRIP

Tragédie pour les uns – les milliers de familles meurtries par la perte d'un proche, à New-York comme à Kaboul, à Kandahar ou à Washington –, les attentats du 11 septembre et la riposte militaire américaine se révèlent au fil des semaines un véritable « cadeau du ciel » pour beaucoup d'autres.

Désertées pendant deux ans (1999-2000) par des investisseurs davantage séduits par les nouvelles start-up du secteur de l'Internet et des technologies de l'information, les industries américaines de l'armement commençaient, début 2001, à retrouver la confiance des marchés. On sait que leur traversée du désert n'aura été que de courte durée. La bulle des « .com » n'a pas tardé à imploser. Echaudés par la volatilité de la « nouvelle économie », et confortés par une tendance haussière du budget de la défense, les investisseurs s'en sont prudemment retournés vers les valeurs sûres que sont les industries de l'armement.

Ce regain d'intérêt pour le secteur de l'armement était perceptible dès le printemps 2001, mais le 11 septembre aura été le signal fort qu'attendait les investisseurs institutionnels, déjà mis en appétit par la hausse de budget de la défense 2002 annoncée par le président Clinton (324 milliards USD, soit +12,8% par rapport à 2001). Wall Street donnait le signal dès sa réouverture après les attentats, le lundi 17 septembre. Au terme de cette première journée, les cours des titres liés à l'armement se sont littéralement envolés, enregistrant des gains de l'ordre de 15 à 30%. Les analystes financiers, convaincus que la guerre contre le terrorisme nécessiterait surtout du capital humain plutôt que des armements sophistiqués, avaient annoncé qu'il s'agissait d'une bulle spéculative de courte durée. Ils se sont trompés.

Six mois après la réouverture de Wall Street, l'engouement des investisseurs pour l'armement reste intact. Le prix par action a enregistré des gains de 20 à 80%, voire davantage, pour tous les principaux contractants du département de la Défense (voir [tableau](#)). Les marchés s'organisent pour le long terme : afin de répondre à l'intérêt des investisseurs, l'*American Stock Exchange* a décidé, en octobre 2001, de créer un indice spécifique au secteur de la défense (*Amex Defense Index*, DFI), et d'autres places financières suivront l'exemple.

Les industries de l'armement ne regardent pas à la dépense pour assurer leurs arrières. Des armées de lobbyistes arpentent chaque jour les couloirs du *Capitol Hill*. Lockheed Martin, premier groupe mondial de l'armement, acteur majeur dans le domaine des armes nucléaires, de la défense anti-missiles et de l'aéronautique militaire, et récent vainqueur (face à Boeing) du plus gros contrat d'armement de tous les temps – 200 milliards USD pour produire le *Joint Strike Fighter* – a consacré au cours de l'année 2000 quelque 9,8 millions USD pour ses activités de lobbying auprès des membres du Congrès, de l'Administration ou du Pentagone.

L'opération se révèle payante, comme en témoigne le budget proposé le 4 février par le président Bush. Le budget de la défense pour 2003 devrait s'élever à 379,3 milliards USD, soit une hausse de 14% par rapport à l'exercice 2002, la plus importante depuis 21 ans ! Et il ne s'agit pas d'une simple hausse conjoncturelle dictée par la riposte aux attentats. La croissance du budget de la défense américain est assurée pour les années suivantes, jusqu'à atteindre 451,4 milliards USD en 2007, ce qui correspondra finalement à une hausse de 73,75% pour la décennie 1997-2007 (voir [graphique](#)).

Pourtant, ce budget ne réjouit pas tout le monde. La hausse de 14% accordée au budget de la défense pour 2003 s'inscrit en effet dans un budget de l'Etat qui, hors dépenses de défense et de sécurité intérieure, n'affiche qu'une hausse de 2% par rapport à l'exercice précédent (contre 7% en moyenne les exercices antérieurs). Pas question pour autant de renoncer, ne fut-ce que

partiellement, aux spectaculaires réductions de taxes promises (estimées à 600 milliards USD d'ici à 2010). C'est en détournant les surplus de la sécurité sociale – qui sera désormais en déficit jusqu'en 2005 au moins – que seront financés les programmes d'armement. Or, ces surplus étaient initialement destinés au paiement de la dette et à une réforme du système de pension, deux objectifs pourtant considérés comme prioritaires il y a neuf mois encore.

Paradoxalement, les critiques émanent aussi des militaires. Certes, les hausses de budget permettront de développer des systèmes d'armes dont ils ne pouvaient que rêver jusqu'ici. Mais nombreux sont ceux qui déplorent des choix totalement ignorant des besoins révélés par la guerre en Afghanistan. Pour renforcer sa capacité de projection de forces avec rapidité et précision sur d'énormes distances, le Pentagone demande des bombardiers à long rayon d'action, des avions sans pilotes, des missiles de croisières, des munitions de précision intelligentes. L'Administration Bush lui répond en dépensant 12 fois plus pour la production de trois chasseurs tactiques concurrents – plus de 300 milliards USD pour le *Joint Strike Fighter*, le F-22 et le F/A-18 – que pour les avions sans pilotes, et en confirmant plus que jamais la nécessité d'un système de défense anti-missiles. De quoi faire grincer les dents dans les Etats-majors ...

Seule l'industrie américaine de l'armement trouvera finalement son compte dans ces choix, et avec elle les nombreux managers et actionnaires issus du sérail républicain et de l'entourage du clan Bush : en termes d'affairisme, Berlusconi fait ici figure d'enfant de chœur...

Le budget 2003 prévoit aussi d'affecter quelque 7 milliards USD supplémentaires à la R&D militaire. Cet effort scientifique considérable risque bien d'élargir encore le « fossé » technologique entre les capacités militaires américaines et européennes à un point tel qu'il sera impossible à l'Europe de le combler. Pour Richard Perle, président du *Defense Policy Board*, les capacités militaires européennes sont déjà « *atrophées au point d'être virtuellement inexistantes* ».

Trop occupé à « gagner la guerre », le Pentagone n'entend donc plus s'encombrer d'un allié européen qu'il considère désormais comme incompetent. Et finalement, aux Etats-Unis, seule l'industrie de l'armement a encore de bonnes raisons de garder un œil attentif et intéressé sur le « *pygmée militaire* » européen, une expression que l'on doit à Lord Robertson, secrétaire général de l'OTAN. « *Les critiques américaines sur l'incapacité militaire de l'Europe sont justes* » a ajouté ce dernier. En réalité, le ton était donné dès le 26 septembre 2001 par le secrétaire adjoint à la Défense des Etats-Unis, Paul Wolfowitz, remplaçant Donald Rumsfeld à réunion des ministres de la Défense de l'OTAN : il faut « *dépenser plus pour éviter des surprises horribles* ». Les ministres européens ont acquiescé – « *nous ne pouvons avoir une défense bon marché* » – et ont promis de redoubler d'énergie pour atteindre au plus vite les objectifs de l'« Initiative sur les capacités de défense » (DCI).

Certes, dans le même temps, ils demandent aux Etats-Unis de faciliter le processus de modernisation de la défense européenne, notamment en assouplissant les restrictions relatives aux transferts de technologies et en facilitant la coopération industrielle transatlantique en matière de défense. Cette demande sera vraisemblablement entendue. Dès décembre 1999 en effet, le rapport de la *Task Force on Globalization and Security* établie au sein du *Defense Science Board* (l'organe chargé de conseiller le secrétaire à la Défense) concluait qu'un encouragement aux fusions et acquisitions transfrontalières ainsi qu'un assouplissement – en fait, une libéralisation – des régimes applicables aux exportations d'armements et aux transferts de technologies (sauf pour quelques technologies pointues que se réservent les Etats-Unis), étaient dans l'intérêt de l'industrie américaine.

Il est toutefois peu probable que cet « assouplissement » dans les relations industrielles transatlantiques du secteur de l'armement soit à l'avantage de l'industrie européenne. A supposer que les Parlements des pays européens se laissent convaincre de l'urgence d'accroître les budgets pour atteindre les objectifs de la DCI, le « fossé » technologique est tel qu'une Europe militaire efficace ne pourra se construire à court terme qu'avec des équipements essentiellement américains. C'est bien ainsi que l'entendent les Etats-Unis : lorsque se tarira la manne du Pentagone, ce sont les budgets européens qui devront assurer le chiffre d'affaires de Lockheed et consorts.

L'Europe, face au double défi de son élargissement et de la réforme de ses institutions, ne peut se laisser entraîner dans cette ruineuse inflation des dépenses militaires. La hauteur des budgets militaires et la capitalisation boursière de Lockheed ou de Raytheon ne sont pas de bons indicateurs pour mesurer le chemin parcouru vers plus de sécurité et une paix durable.

La sécurité internationale et l'instauration d'une paix durable doivent être une priorité pour l'Union européenne. Cette priorité a un coût élevé que chaque Etat membre doit consentir à supporter. Mais ce serait une grave erreur que d'orienter l'essentiel de cet effort vers le développement de capacités militaires dont les aspects technologiques et décisionnels resteraient, qu'on le veuille ou non, subordonnés à la volonté des Etats-Unis. C'est au contraire en renforçant ses instruments de prévention des conflits et de gestion civile des crises, en adoptant une politique cohérente et volontaire en matière de coopération au développement et de gestion de la dette, et en se dotant d'une véritable diplomatie européenne que l'Union pourra devenir un acteur mondial respecté et capable de contrebalancer la superpuissance hégémonique et solitaire des Etats-Unis.

* * *

Tableau – Evolution du titre des principaux groupes américains de l'armement

	Prix par action (USD)		Gain	
	10 sept. 2001	17 mars 2002	par action	en %
Lockheed Martin Corp.	38,32	57,81	+19,49	+50,86%
Raytheon Co.	24,85	41,00	+16,15	+64,99%
Northrop Grumman Corp.	81,94	109,15	+27,21	+33,21%
General Dynamics Corp.	75,97	91,83	+15,86	+20,88%
United Technologies Corp.	66,20	74,35	+8,15	+12,31%
TRW Inc.	33,89	50,84	+16,95	+50,01%
United Defense Industries Inc.	19,72	25,95	+6,23	+31,59%
L-3 Communications Holdings Inc.	63,00	114,72	+51,72	+82,10%
Alliant Techsystems Inc.	65,29	97,76	+32,47	+49,73%
Dynamics Research	11,15	23,85	+12,70	+113,90%

Source : NYSE (New York Stock Exchange), The Wall Street Journal Online

Graphique – Evolution prévue du budget de la défense des Etats-Unis (en milliards USD)

Sources : United States Department of Defense News Release N° 287-01, 27 juin 2001 et N° 049-02, 4 février 2002.

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

70 Rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles
Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33
Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

Copyright © GRIP - Bruxelles/Brussels, 1997-2002 - [Webmaster](#)

La reproduction des informations contenues sur ce site est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et du nom de l'auteur.

Reproduction of information from this site is authorised, except for commercial purposes, provided the source and the name of the author are acknowledged.